

Isère

Affaire Marinescu: le parquet lève le voile sur 32 ans d'enquête

Le 7 janvier 1993, Michèle Marinescu, 44 ans, et sa fille Christine, 13 ans, étaient retrouvées égorgées dans la maison familiale de Sassenage. La première était ligotée dans une mise en scène indécente, et la seconde avait été violée. 32 ans après les faits, le parquet de Grenoble a requis le renvoi du père de famille, Marian Marinescu, aujourd'hui âgé de 76 ans, devant la cour d'assises de l'Isère, en détaillant les étapes de la plus ancienne instruction encore ouverte en Isère.

Marian Marinescu, 76 ans, sera-t-il jugé par la cour d'assises de l'Isère pour l'assassinat de sa femme et le meurtre, précédé du viol, de sa fille de 13 ans, en 1993 ?

Trente-deux ans après les faits, c'est en tout cas ce que demande le procureur de la République de Grenoble, Étienne Manteaux, dans le réquisitoire définitif qu'il a transmis au juge chargé de cette affaire criminelle, la plus ancienne encore à l'instruction en Isère.

Des faits particulièrement « sordides » et « traumatisants », comme il les a qualifiés lui-même, découverts le soir du 7 janvier 1993 dans une maison de la rue de la Cerisaie à Sassenage. Le corps de Michèle Chabert, épouse Marinescu, 44 ans, gisait dans sa chambre et celui de

sa fille, Christine, à peine 13 ans, dans la sienne.

Michèle Marinescu retrouvée ligotée - dans une position très sexualisée -

« Toutes les deux avaient été tuées exactement dans les mêmes conditions, en étant égorgées avec un geste d'une grande violence », a détaillé Étienne Manteaux, en précisant que l'autopsie avait révélé que l'adolescente avait subi des violences sexuelles récentes, contrairement à sa mère qui avait pourtant été « ficelée » manifestement post mortem - d'une façon très complexe, avec les cuisses ouvertes, dans une position très sexualisée ».

La ficelle qui avait servi à la ligoter de cette manière - courait à travers la maison, de sa chambre jusqu'à celle de Christine, créant comme un lien entre la mère et la fille -, a-t-il ajouté.

Une mise en scène épouvantable qui contrastait avec l'absence de trace d'effraction et de lutte, aucun viol n'étant par ailleurs constaté - « alors que du numérique était facilement accessible dans la maison » - et aucun bruit, aucun cri n'ayant été entendu par les voisins, « alors que les disputes étaient fréquentes dans le couple ».

Brièvement suspecté, le père de famille, Marian Marinescu, avait alors avancé un alibi qui semblait inattaquable puisqu'il

se trouvait en Roumanie au moment supposé où les crimes avaient été commis. Parti en avion le 24 décembre, il en était revenu le 9 janvier. Il avait par ailleurs indiqué avoir contacté sa femme par téléphone pour la dernière fois le 6 janvier, soit la veille de la découverte macabre.

« De très nombreux témoins ont été entendus dans ce dossier qui fait 15 tomes », a souligné le procureur de la République en évoquant « une dizaine de gardes à vue successives ». Parmi lesquelles celle d'un homme dont la compagne, femme de ménage chez les Marinescu, avait eu un litige avec eux sur le paiement de ses heures. Une « piste finalement écartée ».

Et puis, en 2020, un nouvel examen des scènes avait relancé l'enquête d'une incroyable façon en révélant la présence de traces de sperme appartenant à Marian Marinescu sur le pantalon de sa fille.

Une explication quant à la présence de son sperme « soufflée » par sa nouvelle compagne

« À partir de là, les investigations se sont centrées sur le père comme potentiel auteur. » Lui qui, après la chute de Nicolae Ceausescu, avait tenu à se rendre en Roumanie pour présenter ses enfants à sa famille mais qui avait exclu du voyage son

épouse, dont il disait qu'elle lui faisait honte. En réaction de quoi, sa fille avait refusé de l'accompagner. Il était donc parti seul avec son fils, Julien, alors âgé de sept ans. Interpellé à la lumière de ces nouveaux éléments, il avait été mis en examen et placé en détention provisoire à l'été 2021.

« Alors qu'en garde à vue, il avait été incapable d'expliquer ces traces de sperme sur les vêtements de sa fille, il est apparu, sur les écoutes téléphoniques, que c'est sa nouvelle compagne qui lui a suggéré une version « crédible » selon laquelle il s'était masturbé devant un film pornographique avant de s'essuyer avec un pantalon pris dans une pаниère à linge. »

Par ailleurs, sur le plateau de l'émission Témoin n°1, en 1995, il ne parlait plus du 6 janvier, mais du 4 comme étant le jour où il a eu son épouse au téléphone. D'autres « certitudes » semblaient du côté des témoins roumains. Dès lors, l'hypothèse selon laquelle il aurait pu faire un aller-retour entre la Roumanie et Sassenage - « À l'époque, c'était entre 24 et 30 heures de route » - est possible.

À défaut d'être prouvée, « Il y a effectivement des zones d'ombre et des éléments à décharger, comme l'absence de l'ADN du suspect sur le couteau ensanglanté retrouvé sur les



lieux », a reconnu Étienne Manteaux, qui attend donc d'un procès que il fasse toute la lumière sur cette affaire.

C'est pourquoi il a requis le renvoi de Marian Marinescu devant la cour d'assises de l'Isère sous les qualifications de « meurtre précédé d'un viol » concernant Christine Marinescu et de « meurtre avec préméditation » pour sa mère. « Les différents avocats vont pouvoir formuler leurs observations et c'est le magistrat instructeur qui décidera d'un renvoi devant la cour d'assises ou d'un non-lieu. Il a un mois et dix jours pour prendre sa décision. »

■ Vanessa Laimé

A 99 gCO₂/km

Consommations mixtes Suzuki Swift (2023) : 4,4 à 4,9 l/100km

(1) Location Longue Durée pour 37 mois et 30 000 kilomètres pour une Suzuki Swift 1.2 Hybrid Asseggi, 1^{er} février de 4 499 € à 4 599 € (hors taxes de 214 €). Offre réservée aux particuliers, valable du 1^{er} février 2023 au 31 janvier 2024. Sous réserve d'approbation de la Suzuki Leasing Finance. Voir conditions générales de location sur www.suzuki-leasing.com.

(2) Les taxes comprennent les services assurés suivants (en option et dans les limites et conditions prévues aux articles 132 et 133 du règlement) : Entretien, assurances, Assistance 24h/24, 7j/7 en semaine et 24h/24 le week-end, 1^{er} février de 4 499 € à 4 599 € (hors taxes de 214 €). Offre réservée aux particuliers, valable du 1^{er} février 2023 au 31 janvier 2024. Sous réserve d'approbation de la Suzuki Leasing Finance. Voir conditions générales de location sur [.](http://www.suzuki-leasing.com.</p>
<p>(3) Les taxes comprennent les services assurés suivants (en option et dans les limites et conditions prévues aux articles 132 et 133 du règlement) : Entretien, assurances, Assistance 24h/24, 7j/7 en semaine et 24h/24 le week-end, 1^{er} février de 4 499 € à 4 599 € (hors taxes de 214 €). Offre réservée aux particuliers, valable du 1^{er} février 2023 au 31 janvier 2024. Sous réserve d'approbation de la Suzuki Leasing Finance. Voir conditions générales de location sur <a href=)

SUZUKI HYBRID FESTIVAL

SWIFT HYBRID

A partir de

159 €/mois

ENTRETIEN INCLUS**

137 gCO₂/km - 4,4 L/100km - 4,9 L/100km

SEYSSINET ALPES AUTO

Avenue du Général De Gaulle

04 76 2173 07

SEYSSINET - GRENOBLE

www.seyssinetalpesauto.fr

Privilégiez la marche ou le vélo. Se Déplacer Moins Polluer



Trente-deux ans après la découverte des corps de Michèle Marinescu et de sa fille Christine, égorgées dans leur domicile à Sassenage (Isère), le procureur de la République Étienne Manteaux a fait part des éléments qui l'ont poussé à demander le renvoi du père de famille, Marian Marinescu, devant la cour d'assises de l'Isère.
Photos archives Le DL et Benoit Lagneux

L'info en ► S'il est jugé, Marian Marinescu comparaitra libre

En 2021, Marian Marinescu avait été mis en examen et placé en détention provisoire. Après avoir essuyé plusieurs refus, il avait finalement obtenu de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Grenoble l'autorisation d'être remis en liberté avec assignation à résidence sous surveillance électronique, en avril 2024. Depuis, cette assignation à domicile sous bracelet électronique a été levée et il est désormais libre sous contrôle judiciaire.

► Sur le web

Retrouvez notre vidéo sur l'affaire Marinescu sur notre site internet ledauphine.com en scannant ce QR code



«S'il y a procès, c'est l'intime conviction qui primera sur les expertises ADN»

C'est avec l'édition 1993 de l'Atlas de l'Europe entre les mains que Maître Hervé Gerbi accueille les journalistes à l'issue de la conférence de presse du procureur de la République de Grenoble. Lui qui entend démontrer que l'on pouvait tout à fait, à cette époque, parcourir en voiture les 2260 kilomètres qui séparaient la ville de Buzau en Roumanie et celle de Sassenage « dans un délai suffisant pour commettre ces crimes ». Mais qui évoque aussi la possibilité d'un voyage en avion avec de faux papiers puisqu'il a été démontré que le suspect avait largement les moyens financiers de se les procurer.

« C'est parce qu'on imaginait ce déplacement impossible que la piste Marian Marinescu avait été écartée. Et c'est grâce aux analyses ADN que l'on a reconstruit ce point », a ajouté l'avocat de la sœur de Michèle Marinescu (et donc tante de Christine), ainsi que ses enfants et son époux.

Et d'ajouter : « Dans ce dossier, l'ADN ne fera pas tout. S'il y a un procès, c'est l'intime



« Nous espérons un renvoi devant la cour d'assises », a indiqué Me Hervé Gerbi, avocat de la sœur de Michèle Marinescu (et donc tante de la petite Christine) ainsi que de son époux et leurs enfants. Photo Le DL/B.L.

conviction qui primera sur les expertises ADN et ce sera la totalité du travail d'enquête depuis 1993 qui sera mise sur la table. Or, le travail des enquêteurs a été colossal et

assez complet. La justice n'a pas lésiné sur les moyens et pour les parties civiles c'est important. Pour elles, la fin de l'instruction est une étape majeure. Ce qui leur importe,

c'est la vérité. C'est pourquoi nous espérons un renvoi devant la cour d'assises », conclut-il en invoquant des « éléments et indices concordants graves et précis qui permettront de discuter de la culpabilité » de celui dont il dit « qu'il a longtemps joué à l'illusionniste avec la justice ».

Pour la défense, « les mobiles évoqués sont totalement inimaginables et le mode opératoire impossible »

Un point de vue que ne partage évidemment pas Me Eric Andrieu, du barreau de Paris, l'un des avocats de Marian Marinescu (avec Me Solange Doumic et Me François Saint-Pierre). « Cette demande de renvoi, au bout de 32 ans, c'est enfin une version donnée par le parquet ! Mais c'est un réquisitoire qui relève uniquement de la volonté de dire que c'est Marian Marinescu qui est coupable, sans avoir les moyens de soutenir sérieusement cette affirmation. Le

parquet soutient une chronologie qui est impossible. Je trouve affligeant, alors qu'il n'y a pas de doute sur le fait que Marian Marinescu était en Roumanie – on a le passeport, les billets d'avion et des témoignages qui en attestent – qu'on vienne nous dire qu'il est possible qu'il ait fait un aller-retour. Sans tenir compte de la situation, du fait qu'on était en hiver 1993, que les conditions de circulation étaient différentes, que c'était la guerre en Yougoslavie... Par ailleurs, les mobiles évoqués sont totalement inimaginables et le mode opératoire impossible. Par exemple, l'auteur était gaucher, or mon client est droitier. Mais on nous dit qu'il est peut-être ambidextre... Et on fait une analyse psy de mon client qui est totalement contraire à sa personnalité. Il est établi que pour commettre de tels faits, il faut avoir une personnalité d'une perversion extrême ; et on nous dit c'est lui parce qu'il est dominateur », s'insurge-t-il.

● V.L.